

Conférence-débat
22 janvier 2002

Europe et Otan, une relation ambiguë

Exposé du Général Jean Cot, ancien commandant en chef de la Force de protection des Nations Unies en ex-Yougoslavie.

Je suis depuis longtemps, depuis l'âge de 16 ans, de ceux qui tiennent l'édification d'une Europe politique pour une ardente et urgente obligation.

Beaucoup de temps a passé depuis mes 16 ans. Je me réjouis bien entendu du chemin qui a été parcouru pour l'Europe politique dans les domaines économique et monétaire, en particulier. Je m'attriste d'autant de la lenteur de l'intégration européenne dans le domaine de la sécurité et de la défense, malgré les progrès évidents sur lesquels je vais revenir.

De tous les domaines de la coopération européenne il est assez clair que la sécurité et la défense auraient pu constituer des intérêts communs beaucoup plus évidents que le prix de la carotte ou de la pomme de terre. Il n'en n'a pas été ainsi. Avant de poser la problématique de la défense européenne, telle que je la vois, je vais peut être, malgré la qualité de l'auditoire, me livrer à un survol historique, très rapide de la question. En effet, il me paraît impossible dans un cheminement aussi compliqué de voir où il faut aller dans les dix ans qui viennent, si on n'a pas une idée suffisante du chemin parcouru dans les cinquante ans qui viennent de s'écouler.

C'est un curieux parcours que celui de la défense de l'Europe. Alors que dans les autres domaines, l'énergie, au début de l'aventure européenne, l'agriculture, l'économie en général, la monnaie, le social, on a progressé continuellement, avec des hauts et des bas, bien sûr, vers une intégration croissante, en revanche, pour la défense, on constate un parcours terriblement chaotique qui s'explique, pour l'essentiel par deux raisons : le poids exorbitant du partenaire américain dans ce domaine et le comportement atypique de la France. L'hégémonie des Etats-Unis a été acceptée et l'est encore aujourd'hui parce qu'elle offre depuis la fin de la seconde guerre mondiale, un excellent alibi à la modération des efforts de défense des Européens. Quelques dates. L'U.E.O., organisation de caractère militaire, a été créée en 1948. C'était une alliance militaire strictement européenne, mais tout ce qui était de sa responsabilité dans le domaine de la défense a été presque immédiatement remis à l'Otan, laquelle a été créée un an après, en 1949.

Donc, un premier grand tournant, celui de 1954. 1954, c'est d'abord la révision du Traité de l'U.E.O. puisqu'il fallait intégrer la République Fédérale d'Allemagne qui se remilitarisait avec l'accord des alliés, mais c'est surtout le rejet de la Communauté Européenne de Défense (C.E.D.) par le Parlement français, laquelle pourtant avait été portée sur les fonds baptismaux par la France elle-même. C'est la première approche avortée d'une armée européenne, un projet très en avance, pour l'époque. Il a fallu attendre trente ans avec la création de la brigade franco-allemande et du corps européen pour retrouver l'idée et la première application concrète de l'intégration européenne dans le domaine militaire.

Le deuxième grand tournant, c'est sans doute celui de 1966 avec la sortie de la France de l'Organisation militaire intégrée de l'Otan, sortie décidée par De Gaulle. Il y a plusieurs lectures possibles de cette décision de la France de l'Organisation militaire intégrée. Je vais vous donner la mienne. J'étais à l'époque capitaine à l'état-major du 2^{ème} corps d'armée français à Coblenz en Allemagne, corps d'armée qui était totalement intégré à l'Otan. Je puis donc témoigner que ce retrait a été ressenti par nos alliés comme un véritable coup de Jarnac

et les accords qui ont été passés immédiatement après ce retrait pour continuer la planification de nos engagements aux côtés de nos alliés n'ont pas fait oublier à ceux-ci que nous privions l'Alliance de toute sa zone arrière, c'est-à-dire du territoire français, puisque nous avons littéralement expulsé toutes les forces de l'Otan qui se trouvaient sur ce territoire. Nous privions du même coup l'Alliance de sa zone arrière où étaient déployés tous ses PC de haut niveau, ses bases aériennes, la plus grande partie de sa logistique. Tous ces éléments sont partis s'entasser sur l'avant, c'est-à-dire en Allemagne, augmentant ainsi considérablement, en plein milieu de la guerre froide, la vulnérabilité de l'Alliance. On a donné beaucoup de raisons à ce retrait. La première d'entre elles était notre volonté d'édifier une force nucléaire indépendante. Les experts considèrent encore aujourd'hui que nous aurions pu donner une force nucléaire indépendante à la France sans sortir de l'Otan. C'est ce qu'ont fait d'ailleurs nos alliés britanniques. On a affirmé aussi que cette position particulière dans l'Alliance, qui est encore celle qui prévaut encore aujourd'hui, renforçait la crédibilité de cette alliance. Le paragraphe de la Déclaration d'Ottawa de 1974, que notre « exception militaire », dit en effet culturelle, renforçait l'Alliance. Mais c'est nous qui avons fait un forcing extraordinaire pour faire entrer ce paragraphe dans la déclaration ! A mon avis, la France a beaucoup perdu avec ce retrait. En effet, après notre sortie il n'y avait plus personne pour infléchir la philosophie de l'Otan de l'intérieur lorsqu'il en était encore temps, dans le sens d'une reconnaissance de l'identité européenne. Personne, sinon parfois nos amis belges, pour défendre le français qui, avec l'anglais, est encore la deuxième langue officielle de l'Otan mais qui a presque totalement disparu des textes otaniens. Donc, à mon avis, et je pèse mes mots, nous n'avons pas plus de raisons de sortir de l'Otan en 1966 que nous aurions d'y rentrer aujourd'hui après le bouleversement de la situation géopolitique de 1990.

Le troisième grand tournant, c'est évidemment celui de 1990 avec l'implosion du Pacte de Varsovie et de l'URSS. L'Otan, vous vous en souvenez, vécut alors une véritable crise existentielle que j'ai suivie de près, parce que je commandais à cette époque la première armée française. Beaucoup se demandaient ce qui pouvait encore justifier la survie d'une alliance strictement défensive, attachée à une aire géographique bien définie, celle de l'article 5 du Traité de Washington. Je me souviens avoir, quelques années après, rendu visite à Washington à Monsieur Colby qui venait de quitter le commandement de la CIA et qui m'a donné un article qu'il avait intitulé : « L'Otan a bien fait son travail, il faut la dissoudre ». C'est ce que je pense. La guerre yougoslave commençait en même temps, le 21 juin 1991. Elle survient à point pour sauver l'Otan. Son secrétaire général de l'époque, Monsieur Worner, a dit en substance : « La Yougoslavie est une aubaine pour la survie de l'Otan ». En effet, l'Alliance s'est précipitée dans ce qu'on appelle le « hors zone », en dehors du champ géographique que lui donne son traité, par une lecture extensive de ce traité. Elle a fait littéralement son pain quotidien de la guerre yougoslave, du haut en bas de sa chaîne de commandement, avec des engagements en Bosnie Herzégovine et au Kosovo sur lesquels je reviendrai dans la deuxième partie de mon sujet.

Le quatrième tournant, c'est ce qu'on est en train de vivre, c'est-à-dire depuis le Kosovo, avril-juin 1999 jusqu'à aujourd'hui. Période jalonnée par les sommets de l'Otan et de l'Union Européenne, semestriels, sur le détail desquels je ne vais pas rentrer. Je vais en évoquer seulement un ou deux, au début de cette période 1999/2001.

Au début de cette période il y eut le Sommet de Washington d'avril 1999, très important, d'abord parce que l'Otan, les Etats-Unis les premiers, se proposaient de fêter en grande pompe et feux d'artifice, je parle au figuré, le cinquantenaire de l'Otan. Ce triomphe américain pour ce cinquantenaire n'aura pas été aussi complet qu'ils l'avaient espéré puisque il se déroulait en pleine guerre du Kosovo, dont on ne connaissait pas encore, l'issue. Les Etats-Unis espéraient embarquer l'Otan dans une extension illimitée, non pas seulement géographique mais qualitative, de son rôle. L'Otan aurait pu officialiser non pas seulement le

« hors zone » mais encore le « hors défense », c'est-à-dire le terrorisme, la drogue, le grand banditisme, que sais-je encore. Les autres alliés, dont la France, ont dit : Calmez-vous, réglons déjà cette affaire du Kosovo et on verra après s'il est utile de faire de l'Otan le Deus ex machina que vous souhaiteriez. Dans la foulée a eu lieu le sommet de l'Union Européenne de Cologne en juin 1999 qui a intégré les avancées du sommet franco-britannique de Saint-Malo de décembre 1998 par lequel les Britanniques, semblaient finalement virer de bord, en bon peuple marin, en abandonnant le grand large pour se rallier à la défense de l'Europe continentale, en donnant leur accord pour la constitution d'une Europe autonome de la défense.

A la fin de cette décennie, je citerai le Sommet de Nice de décembre 2000, qui a entériné les réunions précédentes et a apporté de nouveaux éléments par rapport aux Traités de Maastricht et d'Amsterdam, avec un objectif global : les missions de Petersberg. Comme vous le savez, les missions de Petersberg sont bien délimitées : l'Europe se propose de prendre à son compte, dans l'hypothèse où l'Otan ne voudrait pas elle-même le faire, les missions d'imposition de la paix, de maintien de la paix, d'évacuation des ressortissants, d'aide humanitaire, ce qui n'est déjà pas mal en effet. Ce même sommet a mis sur les rails de nouvelles structures européennes calquées sur les structures de l'Otan. Ainsi le Conseil de l'Atlantique Nord (C.A.N.) pour l'Otan, et pour l'Union Européenne le Comité politique et de sécurité (C.O.P.S.), au niveau politique et stratégique des chefs d'Etats, des ministres et des ambassadeurs. A l'étage en dessous, on a le Comité militaire international (C.M.I.) pour l'Otan et le Comité militaire pour l'Union Européenne (C.M.U.E.), niveau des concepts et des capacités militaires, questions traitées à l'échelon des chefs d'état-major des armées des différents pays et des représentants militaires permanents à Bruxelles. Au niveau en dessous, il y a l'état-major militaire international (E.M .I.) pour l'Otan, et l'état-major militaire pour l'Union Européenne (E.M.U.), état-major permanent pour l'alerte, la planification, les capacités. Encore en dessous, on a les organes strictement militaires à savoir du côté de l'Otan, le commandement suprême des forces alliées en Europe (S.A.C.E.U.R.), toujours dirigé par un Américain avec un adjoint européen, qui dispose d'un état-major qu'on appelle SHAEPE, avec en dessous des commandements subordonnés, le commandement sud, le commandement nord, chacun ayant des composantes terre, mer, air. De la même manière on aura du côté de l'Union Européenne un commandement désigné par une opération européenne que l'on déciderait de conduire, avec un état-major. Aujourd'hui, trois pays sont en mesure de fournir un commandement désigné, d'un état-major, avec les moyens de transmission correspondants la France, La Grande-Bretagne, l'Allemagne. Ce commandement aurait en dessous de lui, une composante terre, une composante mer, une composante air. Pour ce qui concerne la composante terre, le corps européen de Strasbourg , parmi d'autres, pourrait être désigné. Voilà où en est aujourd'hui l'Europe. C'est donc en quelque sorte un décalque des structures otaniennes avec des nuances : concernant le nombre d'étoiles sur les képis, l'Otan a une étoile de plus, pour chaque échelon correspondant, que l'Union Européenne. C'est une manière de signifier assez concrètement que les nouvelles structures de l'U.E. sont sinon un sous-produit du moins un décalque réduite des structures otaniennes. Cela est très encourageant pour l'Européen que je suis. Toute la question est de savoir si cette réelle avancée pourrait être l'arbre qui cache la forêt. Je m'explique. Nous avons décidé de créer les structures que je viens d'indiquer et des forces : un corps d'armée de 60 000 hommes soutenu par des composantes air et mer, il pourrait être engagé en 60 jours, pour un an au moins, dans une mission dite de « Petersberg ». C'est déjà beaucoup 60 000 hommes mais si vous les comparez avec les 1,9 millions de soldats sous les drapeaux pour l'ensemble des quinze membres actuels de l'Union Européenne, c'est assez peu de chose. Est-ce que ces missions, limitées par rapport à la défense du territoire de l'union future est un arbre qui cache la forêt ou est-ce que c'est plutôt « un arbre dans une pépinière » ? Est-ce que ce qu'on

est en train de construire c'est un verrou dont les Etats-Unis sont contents en se disant: donnons aux Européens l'os à ronger des missions de Petersberg et gardons le reste! Ou est-ce un arbre dans la pépinière, c'est-à-dire des structures et des moyens qui vont s'étoffer et à partir desquelles nous aurons un jour une véritable autonomie stratégique et même une réelle indépendance ? Je ne peux pas aujourd'hui vous apporter la réponse.

En conclusion de cette première partie, je me réjouis de ces avancées, mais je dois vous dire que je reste méfiant. Je me demande vraiment qu'elle est la véritable nature de la conversion du Royaume-Uni qui tient presque du miracle. Ce virement bord sur bord m'étonne. Est-ce qu'il est sincère, est-ce qu'il l'est moins ? Je n'en sais rien. J'ai relevé, il y a quelque temps, des déclarations à usage interne de Tony Blair, l'an dernier, à Edimbourg. Il disait : « Pour nous, l'Europe constitue une opportunité unique d'exercer notre influence et notre leadership sur la scène mondiale », ou encore : « La défense européenne est un complément, un soutien de l'Otan », et encore : « Le choix entre les Etats-Unis et l'Europe est fondamentalement faux, nous sommes plus forts à Washington si nous sommes perçus comme un leader en Europe et nous avons plus d'influence en Europe si l'on voit qu'on nous écoute à Washington ». Tout cela est assez ambigu, vous me l'accorderez. Un chroniqueur du « Sunday Times » définissait ainsi la Grande-Bretagne : « C'est le quinzième Etat membre de l'Union Européenne qui se trouve aussi être le cinquante et unième état des Etats-Unis ». Je lui laisse la responsabilité de son appréciation. Ce qui est sûr, c'est que la Grande Bretagne de Monsieur Blair a un bon créneau : le créneau de la défense restera très longtemps, sinon toujours intergouvernemental, alors que les autres sont déjà largement « fédéralisés », ce qui ne convient pas à la Grande-Bretagne.

En ce qui concerne les Etats-Unis, je pense qu'ils n'ont pas varié. Ils le disent clairement, il suffit de lire. Les Etats-Unis apportent un soutien à l'identité européenne de sécurité et de défense (I.E.S.D.), dans la mesure seulement où ils espèrent bien que cela entraînera un effort de défense plus grand des Européens « au sein de l'Otan ». C'est le leitmotiv de tous les documents de l'Otan. En revanche, les Etats-Unis ne sont pas prêts d'accepter une réelle autonomie européenne et ils gardent la possibilité de « ficeler » les initiatives que nous prendrons, comme ils l'ont fait auparavant pour l'UEO. Je partage assez l'analyse de Monsieur Nicolas Baverez, dans « Le Monde », il y a moins d'un an : « double mensonge, disait-il, sur lequel se fonde aujourd'hui l'Otan. Le premier : les Etats-Unis font croire qu'ils acceptent une authentique indépendance de l'Europe alors qu'il n'en est rien. Le deuxième: les Européens affichent une volonté de défense européenne sans s'en donner les moyens ». Je rappelle que les budgets de défense des membres actuels de l'Union Européenne additionnés s'élèvent aujourd'hui à 1,8 % du PIB global alors que celui des Etats-Unis se monte à 3,6 %, exactement le double. Et ces crédits ont encore augmenté considérablement avec l'administration Bush et le 11 septembre. Voilà pour ma première partie, constat.

Deuxième partie : ma problématique. Je ne suis pas sûr que la bonne manière de poser le problème de la défense de l'Europe se réduise aux deux questions qui reviennent comme des leitmotivs, à savoir l'Otan doit-elle être l'instrument principal de réponse aux crises qui intéressent les Européens et deuxièmement jusqu'où doit aller l'élargissement de l'Otan. Je ne parlerai pas de l'élargissement de l'Otan, car je ne peux pas tout dire. Si on limite le débat à ces deux points, c'est poser d'emblée le postulat que l'Otan serait la solution unique, incontournable pour l'Europe de la défense. Ce postulat me semble relever davantage de la fuite en avant et trahit davantage le désarroi, l'aveuglement pour ne pas dire l'inhibition des gouvernements européens, plutôt que le souci d'une remise en question véritable de nos besoins de sécurité et de défense. Pour parler plus net encore, je poserai la seule question qui

me paraît aujourd'hui contenir toutes les autres : Est-ce que l'Otan, aujourd'hui, est une nécessité ou au contraire un obstacle pour faire aboutir une grande ambition européenne, « une politique de défense commune et une défense commune » ? Puisque ce sont les termes qui sont apparus d'abord dans le Traité de Maastricht, ensuite dans le Traité d'Amsterdam. Pour répondre à la fin de mon exposé à cette question brutale, je distinguerai, la guerre d'abord et la crise ensuite. Ce n'est pas la même chose.

Je crois qu'on n'a pas le droit de rayer d'un trait de plume le scénario éventuel de la grande guerre. Je crois qu'on n'a pas le droit de ne plus y préparer nos armées en priorité. Les responsables politiques qui ont en charge les questions de défense et de sécurité doivent se projeter à quinze, vingt ans sinon ce ne sont pas des responsables mais bien des irresponsables. Si on se projette à cet horizon-là, et pour ne pas regarder plus à l'Est, je crois assez improbable que la Russie redevienne une puissance militaire agressive, surtout si nous l'aidons à trouver le chemin d'une démocratie apaisée. Je n'oublie pas cependant que la Russie, qui est aujourd'hui un chaos absolu, va redevenir une grande puissance économique mondiale et je n'oublie pas non plus que c'est dans le chaos de la crise de 1929 qu'un Hitler a pris la pouvoir en 1933 et que nous sommes allés à Canossa, c'est-à-dire à Munich en 1938. Un responsable politique européen, digne de ce nom, ne doit pas se limiter au futur immédiat pour lequel nous ne pouvons identifier en effet de menaces graves, mais doit considérer que pour une guerre même très improbable, dans dix ans, dans vingt ans, on doit conserver une alliance transatlantique solide, c'est-à-dire une alliance entre Européens et Américains fondée sur l'article 5 du Traité de Washington. Nous devons entretenir les savoirs acquis, les savoirs guerriers acquis au sein de l'Alliance depuis 1949. Même dans cette hypothèse d'une grande guerre éventuelle, l'Alliance doit se transformer profondément pour qu'on y distingue, et on en est bien loin aujourd'hui, les deux piliers dont Kennedy parlait déjà, le pilier Nord Atlantique d'un côté, le pilier Européen de l'autre. Même dans l'hypothèse tout à fait virtuelle aujourd'hui, d'une grande guerre dans vingt ans, il faut rejeter une Alliance qui resterait ce qu'elle est aujourd'hui, avec un pilier Nord Atlantique hégémonique d'un côté et 17 colonnettes de l'autre côté.

Deuxième volet, après la guerre, la crise, c'est-à-dire tous les scénarios qui se situent en-deça de la guerre. Pour tous ces scénarios, nous devons prendre conscience qu'avec la fin de la guerre froide les intérêts des Etats-Unis n'ont aucune chance d'être exactement les nôtres. Ils seront même de plus en plus divergeants des nôtres, qu'il s'agisse de l'Europe centrale et orientale aussi bien que de l'Asie mineure, du Proche Orient, du Maghreb etc. En disant cela je ne fais aucun procès aux Etats-Unis et j'admire même les Etats-Unis pour de nombreuses raisons. Je leur sais gré, comme tout le monde, pour la contribution majeure qu'ils ont apportée au recouvrement de notre liberté en deux occasions. Mais une chose est d'avoir beaucoup d'estime et même de l'admiration pour le peuple des Etats-Unis, pour la civilisation américaine, pour ce qu'ils ont fait pour nous, autre chose est d'accepter l'alpha et l'oméga de la politique qu'ils conduisent, en particulier à notre égard. Je ne l'accepte pas, pour ce qui me concerne. Les Etats-Unis ne s'engagent et ne s'engageront complètement à nos côtés que si leurs intérêts prioritaires sont en jeu, c'est-à-dire si une menace majeure pèse sur la liberté globale de l'Europe, sur la démocratie pluraliste de l'Europe et sur son économie de marché, le dernier point n'étant pas le moins important. Ce n'est déjà pas si mal. Dans tous les autres cas, y compris pour des crises régionales qui menacent directement la stabilité de l'Europe et de ses approches ou des régions plus lointaines qui font partie de notre zone d'intérêt, les Etats-Unis n'interviendront que sélectivement lorsque leurs propres intérêts seront engagés. Ils interviendront selon leur doctrine stratégique clairement affichée, c'est-à-dire avec une crainte littéralement obsessionnelle des pertes humaines dans les rangs de leur armée, ce qui limite considérablement les scénarios d'actions possibles. Ils ne le feront que pour des durées déterminées, en y allant vite et fort et en revenant le plus vite possible à la maison ; Ce qui est

le plus souvent contradictoire avec les processus d'apaisement des crises et de retour à la vie normale dans les régions où on s'engage. Je voudrais donner deux exemples, les seuls exemples concrets de l'engagement de l'Otan depuis la fin de la guerre froide: ceux de la Bosnie-Herzégovine et du Kosovo.

La Bosnie-Herzégovine.

La démission honteuse de l'Europe était déjà consommée dès avant la chute de Vučovar en novembre 1991. Ma conviction c'est que l'Europe, avant la chute de Vučovar, via l'UEO, pouvait tuer dans l'œuf cette guerre yougoslave. J'ai écrit et dit, qu'avec « trois bateaux, trois douzaines d'avions, trois mille soldats déterminés ». L'Europe avait la capacité non pas d'écraser les Serbes, mais d'imposer l'arrêt des combats en manifestant notre détermination, autrement que par des mots et des conférences. Au début de la guerre yougoslave, en 91, je commandais la Première armée et j'avais été chargé d'organiser une réunion d'experts militaires de l'UEO pour esquisser une planification d'engagement de forces européennes. C'est ce que nous avons fait. La proposition française faite à l'U.E. à partir de ces bases a été immédiatement repoussée par le Royaume-Uni, soutenu par le Portugal, sous prétexte que Maastricht n'étant pas encore signé, c'eut été « mettre la charrue devant les bœufs ». On sait ce qu'il est advenu. Nous avons passé la main à l'Onu avec le succès que l'on sait, jusqu'à Srebrenica, point d'orgue de l'ignominie, puis l'Otan fit tourner ses états-majors à plein régime pour préparer une opération terrestre de 60 000 hommes dont 10 000 Français, le même volume de forces que celui mis en place après la signature de Dayton au début. J'ai participé, avant de partir en Yougoslavie à la planification de cet engagement de l'Otan. J'avais même un détachement permanent de planification à Naples, au commandement Sud de l'Otan et je puis témoigner que cette force de 60 000 hommes de l'Otan aurait pu être engagée en Yougoslavie, quand moi j'y partais comme Général de l'Onu, c'est-à-dire le 1^{er} juillet 1993. Cette force était tout à fait en mesure d'arrêter la guerre, en disant aux uns et aux autres: « Messieurs, il ne s'agit plus de discours et de conférences. Nous arrivons avec 60 000 hommes en kaki, armés jusqu'aux dents et motivés, vous allez donc vous arrêter de vous battre ». Le problème est que la condition absolue mise par les Etats-Unis à l'engagement d'une force de l'Otan était un cessez-le-feu reconnu et vérifié et un accord de paix signé et sur les rails. Vous m'accorderez que pour une coalition guerrière ce n'est pas une ambition extraordinaire d'accepter d'aller sur le terrain quand les gens ont déjà décidé d'arrêter de se battre, et ont déjà signé un accord de paix. Mais doctrine américaine du zéro mort oblige et nous les avons suivis dans cette exigence. Entre une force de l'Otan qui aurait pu arriver le 1^{er} juillet 93 et arrêter la guerre et une force de l'Otan qui est arrivée le 1^{er} janvier 96, il y a la différence d'une centaine de milliers de morts en plus et d'un million de réfugiés et de déplacés en plus.

L'engagement aérien en Bosnie-Herzégovine a commencé fin 95, très peu de temps avant le cessez-le-feu. Il n'a pas été inutile, loin de là, mais je dirai que ce fut, de la part de l'Otan et des Américains qui dominent l'Otan de la tête et des épaules, un « service minimum » en terme de grève. C'est-à-dire quelque chose qui permet de faire beaucoup de bruit dans les journaux, sans prendre aucun risque sur le terrain. S'agissant de la Bosnie-Herzégovine, il y a finalement deux lectures, celle qu'on vous a servi à toutes les séances et puis l'autre. L'officielle c'est que tout le monde ayant échoué fin 95, l'Otan arrive comme Zorro, sous la conduite des Etats-Unis, et règle le problème. L'autre lecture qui est la mienne et d'un certain nombre d'autres c'est que les Etats-Unis ont depuis le début de cette guerre de Bosnie exercé un véritable effet inhibiteur sur la volonté politique européenne. Ils ont poussé les Bosniaques à refuser les plans successifs qui leurs étaient pourtant finalement plus favorables que ceux qu'ils ont accepté en fin de parcours, c'est-à-dire à Dayton. Ma conclusion sur ce premier cas concret est la suivante: à quoi sert une alliance si sa puissance dominante refuse de faire ce qui correspond à l'intérêt majeur des autres membres, en l'occurrence, ici, arrêter

une guerre comme on le pouvait dès 1993 ou au moins, imposer l'application intégrale de l'accord de Dayton de 1996 comme on le pouvait et comme on ne l'a pas fait, y compris l'arrestation des criminels de guerre.

Le deuxième cas concret, c'est celui du Kosovo. Je rappelle que les premiers troubles au Kosovo ont commencé après le reniement par Milosevic, devenu le président serbe, de la Constitution précédente qui donnait au Kosovo et à la Voëvodine une grande autonomie dans cette Fédération yougoslave. Pendant dix ans, les Serbes ont imposé au Kosovo un véritable apartheid, ce qui a conduit à cette résistance passive de Monsieur Rugova qu'on a présenté souvent comme le Gandhi du Kosovo. Est arrivé l'accord de 98 par lequel les Serbes acceptaient de retirer la majeure partie de leurs forces. La communauté internationale a mis en place une mission d'observation de l'OSCE de 600 membres alors qu'elle aurait dû être de 1 200. Cette mission a été retirée brutalement à la veille du début des bombardements, c'est-à-dire le 22 mars parce qu'on considérait que sa sécurité n'était plus assurée, ce qui est tout à fait discutable. Les frappes de l'Otan ont démarré le 24 mars 1999 avec comme but proclamé par Monsieur Clinton, repris comme un seul homme par tous les chefs d'Etats et de gouvernements européens, à savoir « nous allons bombarder pour protéger la population par une neutralisation rapide de l'appareil de répression serbe ». La neutralisation rapide on l'espérait en une semaine, vous savez ce qu'il en fut. Il y a eu 77 jours de frappes. Il y eu la véritable déportation par les Serbes d'à peu près 1 million d'Albanais, lesquels sont revenus mais avec quelles traces physiques et psychologiques. Il y a eu dans la foulée l'exil de la majorité des Serbes du Kosovo, qui avaient autant de droits que les autres à y rester. Il y eut finalement ce que la politique internationale voulait éviter à tout prix, c'est-à-dire l'indépendance du Kosovo, qui sans être encore proclamée, va l'être un jour. Il y a aussi ce qu'on voulait encore plus éviter : le spectre d'une grande Albanie qui réunirait l'Albanie, le Kosovo, un morceau du Monténégro, un bon morceau de la Macédoine. Un tel nouvel Etat conduirait évidemment à nouvelle conflagration dans les Balkans à côté de laquelle les précédentes seraient, si je puis dire, des jeux d'enfants. La question est la suivante : est-ce qu'on pouvait faire autre chose ? Est-ce que les Européens pouvaient faire autre chose que suivre les Etats-Unis pas à pas dans cette aventure du Kosovo, via l'Otan ? La première question est : Est-ce qu'on est allé jusqu'au bout de la négociation avec les Serbes à Rambouillet, puis à Paris au début de 99 ? Pourquoi fallait-il que l'Otan, pendant ces négociations affiche un tel diktat ? A savoir, l'Otan au Kosovo soit une force de 30 000 hommes pour vérifier les termes d'un accord qu'on espérait leur faire signer. Pourquoi fallait-il ce diktat de l'Otan, c'est-à-dire des Etats-Unis exigeant qu'on fasse rentrer les forces de l'Otan, non pas seulement au Kosovo mais dans toute la Serbie, en particulier à partir de la Hongrie ? Pourquoi les Serbes ne voulaient pas accepter ce diktat de l'Otan, ne pouvions-nous pas, nous Européens, avancer une proposition de force européenne ? C'est-à-dire les mêmes 30 000 hommes mais seulement des Européens, sans l'Otan, si vous la jugez trop gourmande. L'explication est simple, Madame Albright, secrétaire d'Etat des Etats-Unis l'a dit une fois pour toute : il n'est pas question d'autre chose au Kosovo que de l'intervention d'une force de l'Otan. Les Européens, dans l'inhibition où ils étaient ont dit oui à Madame Albright. Je vous rappelle que Madame Albright disait cela lorsqu'on était en train de préparer le feu d'artifice du 50 ème anniversaire de l'Otan à Washington en avril 99.

Deuxième question conséquence de la première, est-ce que les Européens étaient capables de faire cela, tout seuls, sans les Américains ? Si les Européens n'étaient pas capables d'envoyer 30 000 hommes au Kosovo simplement pour vérifier les termes d'un accord signé, alors on serait véritablement tombé bien bas. Objection : si l'accord n'avait cependant pas été signé par les Serbes, est-ce que l'Europe seule était capable d'entrer au Kosovo avec des forces terrestres et non pas seulement d'utiliser cette stratégie du tout aérien imposée par les Etats-Unis ? Question difficile. Pour faire entrer 30 000 hommes à terre au Kosovo et faire la guerre

aux Serbes, il aurait mieux fallu en effet qu'on y pense un petit peu avant la chute de Vukovar, comme je le disais tout à l'heure. Il s'agit là du niveau politique. Mais au plan militaire, et permettez-moi de parler en tant que technicien, le bon sens militaire élémentaire imposait que la communauté européenne mette une force terrestre aux frontières du Kosovo, en Macédoine et en Albanie, ne serait-ce que pour que Milosevic se dise: « attention, il y a des gens qui sont là et je dois au minimum m'occuper d'eux ». Au plan militaire, je dois vous dire que j'aurais aimé, si j'avais été assez jeune, être le commandant de cette division, disposant d'un appui aérien absolu à qui on aurait dit : « tu rentres au Kosovo, face aux forces serbes de Milosevic ». Je ne dis pas que c'eût été une promenade de santé, mais c'était véritablement à la portée d'une unité militaire digne de ce nom. Le problème est que les Américains ne voulaient pas imaginer un seul instant l'engagement d'une force de l'Otan à terre et que nous n'avons jamais imaginé non plus, ni planifié, une force terrestre européenne engagée au Kosovo. Monsieur Shelton, le patron du SACEUR disait le 19 avril, c'est-à-dire après le commencement des bombardements aériens : « Le Conseil atlantique de l'Otan a spécifiquement ordonné qu'il n'y ait pas de planification d'un engagement terrestre au Kosovo ». Je pourrais prolonger : parce que les Américains ne veulent pas ramener de morts dans des cercueils à Washington, ce qui est leur droit absolu.

Au-delà de la technique militaire sur laquelle je ne veux pas trop m'étendre, j'ai vécu comme vous devant mon téléviseur cette affaire du Kosovo comme un véritable scandale. Quand je voyais comme vous ces réfugiés, hommes, femmes, vieillards se cramponnant dans la boue en essayant d'aborder les rives du salut en Macédoine ou en Albanie, j'étais honteux. Je ne peux admettre qu'on ne soit pas aller tendre la main à ces gens-là, à l'intérieur du Kosovo, qu'on n'ait pas fait comme au Rwanda, une « zone de sécurité » qui a sauvé des milliers de gens, à l'intérieur du Rwanda, à l'époque. Je dois vous dire très franchement mon malaise comme celui de beaucoup d'autres, à l'écoute du discours officiel américain, européen, français qui tentait de nous convaincre que cet engagement « tout aérien » au Kosovo était le meilleur pour défendre l'honneur de la démocratie et les droits de l'homme. L'honneur de la démocratie et des droits de l'homme sont des valeurs qui s'accommodent mal de bombardements plus ou moins aveugles avec interdiction aux avions de descendre en dessous de 5 000 mètres d'altitude.

Le lendemain de la première nuit de frappe, j'envoyais un article au « Monde », que j'intitulais : « Lorsque les moyens tuent les fins ». Le même jour, le professeur Hasner, que je connais bien par ailleurs, dans le même numéro du 27 mars, écrivait un article intitulé: « Un énorme faux-pas dans la bonne direction ». Nous disions la même chose sur des registres différents. Lui, dans son registre universitaire, moi dans le registre militaire, nous disions: C'est peut être mieux que rien, mais le choix de cette stratégie est un faux pas. On a fait quelque chose un peu plus tôt qu'en Bosnie mais ce n'étaient pas les bons moyens qu'on a utilisé pour le faire. Ma conclusion qui reprendra celle que je viens de faire à propos de la Bosnie, c'est que les Etats-Unis ne régleront pas nos problèmes là ni ailleurs. Pour eux, les Balkans ne sont que la marche septentrionale d'une énorme opération qui se développe depuis la Caspienne, jusqu'à l'Adriatique, sur forte odeur de pétrole. Ne leur demandons pas d'aller faire tuer des dizaines de soldats. Mais le problème est que, pour nous, ça n'est pas du tout la même chose. Les Balkans, je le dis avec un peu avec passion, c'est un morceau de notre chair, c'est un morceau de l'Europe. A force de laisser faire n'importe qui et n'importe quoi dans notre jardin, nous allons finir par démolir la construction européenne que nous essayons de faire avec tant de difficultés.

Je conclus en apportant la réponse à la question que je posais au début de ma problématique: l'Otan est-ce une aide ou un obstacle à la construction d'une politique de défense européenne commune ? Et bien, je le dis brutalement : l'Otan complètement dominée par les Etats-Unis est un obstacle pour l'édification urgente d'une défense européenne commune. Non pas

seulement à cause des structures de l'Otan, mais parce que l'Otan dominée par les Américains s'approprie des missions sans avoir la volonté de les remplir dans l'intérêt des Européens. Il faut donc se débarrasser de l'Otan. Je pense évidemment qu'il faudra y mettre les formes, il faudra prendre du temps. Devra-t-on le faire par une action à l'intérieur de l'Otan ? Devra-t-on le faire par une rupture ? Ce serait une autre conférence. Mais je pense qu'il faut le faire. Il faut que les dirigeants européens sortent enfin de leur inhibition qui les porte à croire que nous ne pourrions rien faire, concernant nos propres intérêts, sans les Américains. Je rappelle que le budget global des pays de l'Union Européenne actuelle est en gros de 50 % du budget des Etats-Unis. Ce qui n'est quand même pas rien. Les Etats-Unis ont une politique mondiale alors que nous, nous n'avons qu'une politique régionale. Je rappelle que nous avons 1 900 000 soldats sous les drapeaux pour l'ensemble des pays de l'Union Européenne, alors que les Américains n'en n'ont qu'1 400 000. Je rappelle aussi que nous avons diminué, nous Européens, nos budgets de défense de 25 % environ depuis 1993, alors que les Etats-Unis avaient maintenu le leur il y a cinq ou six ans, et sont en train de le faire repartir en flèche. Il faut que les dirigeants européens cessent de chercher aux Etats-Unis, via l'Otan, les alibis de leur vision étroite de l'avenir de notre continent. Il faut que l'Europe devienne, non pas seulement une Europe - Espace, une Europe de marchés, mais une Europe - Puissance, pour équilibrer la surpuissance américaine. Quand je dis Europe- puissance, ne voyez aucune agressivité dans ce terme. J'ai la faiblesse de penser que nous, Européens, avons subi et souvent provoqué tant de folies dans l'histoire, que nous aurons la sagesse d'utiliser demain notre puissance pour le bien du monde. Je voudrais pour ma part que cesse le plus vite possible le scandale : que les 540 millions d'Européens de 2015 dépendent à ce point de 270 millions d'Américains alors que nous sommes aussi riches qu'eux, que nous avons autant, si nous le voulons, de capacités technologiques. Je crois que les Schuman, Monet, Gasperi, Paul-Henri Spack, Adenauer auraient compris cela. Aujourd'hui je crois qu'il faudrait que les citoyens les plus avertis poussent en avant de telles personnalités. Je ne suis pas très optimiste : je ne vois pas de personnalités de cette envergure dans le paysage politique européen actuel. Je vois des gens qui voient court. J'ai conscience d'être très seul sur ces positions et c'est pourquoi j'ai trouvé du réconfort à lire un article d'un ancien ambassadeur, Monsieur Guttman, dans la revue « Défense Nationale » : « Nous risquons de payer le prix hypothétique d'un pilier européen dans l'Alliance en nous diluant dans un ensemble et en nous laissant entraîner à suivre une politique qui ne correspond pas aux intérêts européens ». Même si la position de résistance de la France est aujourd'hui difficile à tenir, c'est comme cela qu'on sauvegardera l'avenir de la construction européenne. Je ne suis pas du tout gaulliste mais sur ce plan, je pense que nous devrions encore avoir le courage de la résistance et je ne le vois plus.